ENTRETIEN

« La MINUSCA est toujours proche des populations », dit le Préfet intérimaire de Haute-Kotto

minusca en action

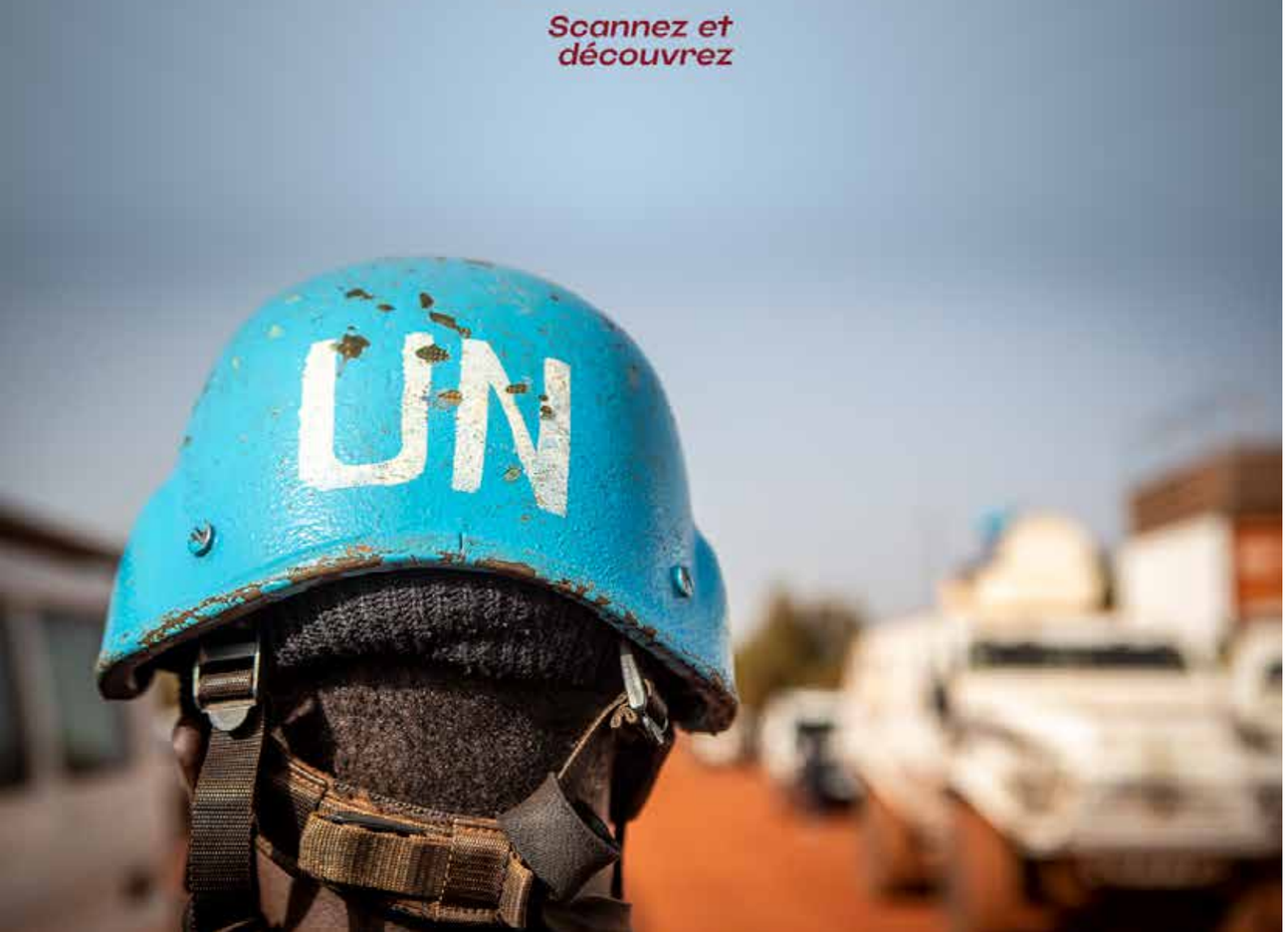
BULLETIN D'INFORMATIONS DE LA MINUSCA | N°98 – SEPTEMBRE 2022

Spécial Bria

Le chef du bureau de Bria Bara Dieng et une équipe du Programme CVR visitant les réalisations des jeunes en formation sur le site Amameu.

BRIA
DE LA CRISE À LA RÉSILIENCE

TOUT SAVOIR SUR LA
MINUSCA
minusca.unmissions.org
MINUSCA
Scannez et découvrez



minusca en action

#98 | Septembre 2022

Une femme pratiquant l'agriculture dans le cadre de Programme de réduction de violences communautaires à Bria.

04 BRIA : **l'espoir renait**

06 **Bria, de la crise à la résilience**

10 **La ville de Bria en pleine reconstruction**

14 **Proposer aux communautés une alternative à la violence**

18 **Les Activités Génératrices de Revenus pour soutenir l'activité économique à Bria**

20 ENTRETIEN **« La MINUSCA est toujours proche des populations » dit le Préfet intérimaire de Haute-Kotto**

24 ENTRETIEN **Rosalie Britchi : L'autonomisation des femmes à travers les activités génératrices de revenus**

26 ENTRETIEN **Hassan Adam Salet : « La violence a considérablement baissé dans la ville »**

minusca en action

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Charles Antoine Bambara

RÉDACTRICE EN CHEF
Uwolowulakana Ikavi-Gbetanou

EQUIPE RÉDACTIONNELLE
Tous les articles ont été écrits par Emmanuel Crispin Dembassa Kette avec la collaboration de l'équipe de Bria, de Biliaminou Alao, Cynthia Nasangwe et de Grace Ngbaleo

PHOTOGRAPHIE
Emmanuel Crispin Dembassa Kette

MISE EN PAGE
Francis Yabendji-Yoga

MULTIMÉDIA & WEB
Igor Rugwiza, Dany Balepe

COMMUNITY MANAGER
Grace Mirleine Anselme Ngbaleo Mbileine

PRODUCTION
Division de la Communication Stratégique et de l'Information Publique - MINUSCA

minusca en action
#98 - Septembre 2022

BRIA : L'ESPOIR RENAIT

L'exégèse de la transformation qualitative de Bria pourrait requérir la juxtaposition d'une interminable litanie d'efforts de la MINUSCA en appui au Gouvernement. S'y aventurer serait, sans nul doute, pédagogique dans la tentative de montrer la valeur ajoutée de la présence de la Mission dans cette région de la République centrafricaine, mais fastidieux vu le volume d'interventions dans la localité. Par conséquent, la nécessaire délimitation temporelle nous oblige à nous limiter à la facette actuelle de l'action de la MINUSCA à Bria.

Par Bara Dieng, Chef du Bureau MINUSCA à Bria

Point n'est besoin de rappeler le passé difficile de Bria, mais il est essentiel de révéler que la trajectoire historique de la région depuis la fin de l'élection présidentielle de 2020 a permis d'accoucher - et difficilement d'ailleurs - d'une transformation qualitative porteuse d'un espoir, somme toute, vivace. La MINUSCA, dans l'exécution au quotidien de son mandat, n'a cessé de cajoler cet espoir et d'y appeler toute bonne volonté afin que l'énorme potentiel endogène puisse rapidement éclore et mettre cette localité stratégique du pays, qui en est une locomotive importante, de tourner définitivement la page hideuse de son histoire au profit d'une page plus reluisante de développement.

Le bureau de la MINUSCA à Bria s'attèle à cette vivification de cet espoir et ce, de façon ininterrompue et avec un investissement humain, matériel, financier parfois même qui frise l'étonnement. Mais, en voyant la joie sur les visages des populations, on peut dire qu'aucun sacrifice n'est de trop pour cette belle région, ce beau pays.

En termes de réalisations, avec l'appui de la MINUSCA, le niveau actuel de restauration de l'autorité de l'Etat n'a jamais été égalé dans l'histoire de la localité. Et cela est visible avec la présence de la quasi-totalité des services étatiques nécessaires, la construction de beaucoup de bâtiments publics par la MINUSCA, le renforcement des capacités des fonctionnaires pour ne citer que cela. L'action la plus emblématique a été la restauration totale de la chaine pénale à Bria allant des Forces de Sécurité Intérieure (FSI) jusqu'à la Maison d'Arrêt, en passant par le Tribunal de Grande Instance qui ont tous bénéficiée de bâtiments construits et équipés par la MINUSCA, la dotation en moyens de locomotion, en matériel informatique, etc. L'idée était qu'une justice fonctionnelle est une condition sine qua non d'une paix durable.

Tous les secteurs clés de la vie publique ont été touchés par la MINUSCA, que ça soit la santé, l'éducation, les médias, etc, rien n'a été laissé en rade et ce, malgré les moyens limités.

La stabilisation de Bria et de ses environs est en grande partie aussi due à l'exécution de programmes phares comme celui de la réduction des violences communautaires (CVR), des projets a impact rapide (QIP), des projets de communication et de relations publiques, des droits de l'Homme, des opérations de Désarmement, de l'appui à l'autonomisation des femmes et aussi des jeunes, de l'éducation à la culture de la Paix, des Elections, etc.

Sur le plan de la Sécurité, l'action de la Force de la MINUSCA et celle des Unités de police constituées et de la Police des Nations Unies en général (UNPol), en coordination avec les Forces de Sécurité Intérieure (FSI) et les Forces armées centrafricaines (FACA) ont été mises à contribution pour permettre une situation de paix et de stabilité dans la zone.

Pour aller plus loin dans la stabilisation de la préfecture de la Haute Kotto, le Bureau Terrain a préparé une stratégie régionale de protection des civils ; lancée officiellement par la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies et Cheffe de la MINUSCA, Valentine Rugwabiza, en compagnie d'une délégation de haut niveau comprenant le ministre d'Etat chargé du DDR et du Suivi de l'APPR, du Chef d'Etat- Major des FACA, des hautes directions respectives de la police et de la gendarmerie centrafricaine, ainsi que de leurs homologues de la MINUSCA. Cette Stratégie a permis aujourd'hui d'avoir une présence de protection des civils dans le Triangle Sam-Ouandja-Ouadda et Ouandda-Djalle, lequel triangle a toujours été le repaire des groupes armés qui y exerçaient une influence préjudiciable à tout vécu normé par des valeurs d'une société démocratique et républicaine.

Tout en souhaitant une bonne lecture de ce magazine et des articles détaillés sur les réalisations de la MINUSCA à Bria, je voudrais inviter les partenaires à rejoindre la MINUSCA et les autorités préfectorales dans les efforts en cours dans la Haute Kotto et vous dire que :

BRIA REDEVIENT LA SCINTILLANTE !

BRIA RETROUVE SA SPLENDEUR ONTOLOGIQUE.

Village Dambe, à 5 kilomètres de Bria. Des membres du groupement « ensemble c'est possible », après une journée de récolte d'arachides dans leur champ.

BRIA, DE LA CRISE À LA RÉSILIENCE

A la faveur de la paix et de la sécurité retrouvées à Bria, dans la Haute-Kotto et ses environs, les populations autrefois vivant dans des camps de déplacés commencent à retourner dans leurs villages pour s'investir dans des activités agro-pastorales avec l'aide de la MINUSCA, pour ne plus dépendre de l'aide alimentaire. Tel est le cas des habitants de Dambe et Kolaga, localités situées respectivement à 5 et 10 kilomètres de Bria.

Les déplacés internes retournent se consacrer à l'agriculture

Au village Dambe, deux groupements ont vu le jour après que les habitants aient décidé de retourner sur leur terre pour cultiver. A cette fin, ils ont bénéficié du soutien de la MINUSCA à travers sa Section des Affaires civiles qui a fourni des semences ; et de la collaboration des autorités locales qui ont fourni l'expertise nécessaire.

Le début du mois d'août, c'est le moment de la récolte des arachides pour les membres du groupement dit « Ensemble c'est possible ». Ils récoltent les arachides qu'ils ont semées quelques semaines plutôt.

Sur un champ de deux hectares, le groupement a planté plusieurs semences : maïs, courges, sésame et du riz paddy. C'est « selon leur besoin », dit Alfred Dimitri Bela, chef du service préfectoral d'agriculture de la Haute-Kotto qui les accompagne depuis le début du projet. « Nous sommes là pour appuyer et encadrer ces producteurs en termes de conseils techniques et de pratiques pour avoir un meilleur rendement », ajoute-t-il.

Joseph Kossimia, secrétaire du groupement s'explique : « Nous sommes revenus dans le village pour exercer une activité génératrice de revenu qu'est ce champ. La MINUSCA nous a sensibilisé au retour et de reprendre à cultiver nos champs pour nous prendre en charge et nous a doté avec des semences. On ne peut pas toujours réclamer les produits du PAM (Programme Alimentaire Mondiale), nous aussi on peut se prendre en charge ».

Plusieurs projets mis en œuvre pour le relèvement

Le chef du bureau de la MINUSCA à Bria, le préfet intérimaire de la Haute-Kotto, le

maire de la commune de Daba-Nydou et des représentants de la société civile étaient sur place en août dernier pour se rendre compte des différentes réalisations en faveur des populations.

La MINUSCA y a financé en effet plusieurs projets, dont les plus récents sont la réhabilitation de 12 kilomètres de route dans le cadre du Programme de réduction de violences communautaires (CVR) et le projet d'appui au relèvement économique rapide des femmes à travers des activités agropastorales. Les femmes ont bénéficié de 30 chèvres pour l'élevage et aussi de semences pour l'agriculture.

On peut citer également la réhabilitation d'une dizaine de ponts pour faciliter la libre circulation des personnes et des biens ; de même que la construction d'un centre de santé à Kolaga et l'appui aux groupements féminins à travers des activités génératrices de revenus, sans oublier la construction d'un forage d'eau potable.

Autant d'actions qui ont permis à Kolaga de reprendre dans la quiétude sa vie d'avant la crise, selon le préfet par intérim de la Haute-Kotto, Honoré Bendot-Gueguet Yacka. « Nous ne cessons de voir que tout ce que la MINUSCA fait dans la Haute Kotto, la population est la seule bénéficiaire, la Haute-Kotto a connu des moments difficiles mais la présence de la MINUSCA a été dans ce que nous voyons aujourd'hui : la paix revient petit à petit », affirme l'autorité locale.

Un retour et une reprise facilités par la paix qui s'installe

Que ce soit à Dombe ou à Kolaga, ce retour et la reprise des activités sont rendus possible grâce aux actions des Casques bleus qui ont joué leur partition pour l'avènement et le maintien d'une situation sécuritaire favorable à Bria et ses environs. C'est ce que relève le chef du bureau de la MINUSCA a Bria, Bara Dieng : « Grâce aux efforts de protection des civils, de sécurisation de l'axe, mais aussi de capacitation, ces personnes sont retournées ».

Et il poursuit, parlant de Kolaga : « Actuellement comme vous le voyez, ce sont des bâtiments neufs, avec 117 maisons qui ont été construites avec le soutien de la MINUSCA pour faciliter le retour des personnes déplacées. Donc, c'est le résultat concret d'efforts de stabilisation, de pacification que la MINUSCA avec les autorités ont pu réaliser ».

A- Le chef du bureau de la MINUSCA à Bria Bara Dieng, visitant le champ de la coopérative des femmes de Kolaga.

B- Des femmes membre du groupement de Kolaga, dans leur champ.

Cette paix retrouvée permet à la population de vaquer normalement à ses activités, comme en témoigne Colette Abassa, Matrone au poste de sante de Kolaga : « Je suis née et j'ai grandi ici. C'est à cause des conflits armés que je suis partie me réfugier au camp des déplacés de PK 3. Maintenant qu'il y a la paix, je suis revenue pour reprendre mes activités en toute quiétude ».

Gorges Yekounde qui est cultivateur et pêcheur abonde également dans le même sens : « Désormais on peut se promener librement sans entrave pour aller vendre nos produits à Bria, parce qu'il y a la paix. Ce qui n'était pas possible avant à cause de la présence des hommes en armes ». Ce dernier ajoute que « La MINUSCA a fait beaucoup de dons et initier beaucoup de projets ici pour nous aider et surtout pour soutenir nos femmes à travers des activités génératrices de revenus ».

Les autorités locales espèrent que cette dynamique positive observée dans ces deux localités puisse inciter les autres déplacés encore présents sur le site à envisager un retour chez eux.

Construction du centre des archives municipales et préfectorales à Bria sur financement de la MINUSCA

LA VILLE DE BRIA EN PLEINE RECONSTRUCTION

Les violences armées qui ont durement secoué la ville de Bria, chef-lieu de la préfecture de la Haute-Kotto, depuis 2012, ont laissé des traces de destructions encore visibles dans cette ville de 69 000 habitants. Presque tous les bâtiments administratifs ont été pillés et vandalisés, empêchant de fait l'autorité de l'État de s'exercer pendant des années. Dès 2017, la MINUSCA a entrepris une série de réhabilitation et de construction d'infrastructures, dans le cadre des projets à impact rapide, entrainant ainsi un retour progressif de l'autorité de l'État.

Vue de la clôture de la radio locale de Bria « la voix de Barangbake », construite par la MINUSCA dans le cadre des QIPs

Plus d'une dizaine de projets à impact rapide réalisés

La ville de Bria, située à 600 kilomètres de Bangui est en pleine mutation depuis quelques années. Des dizaines de projets de réhabilitation et de construction financés par la MINUSCA ont été réalisés ou sont en cours de réalisation aux quatre coin de la ville et même au-delà, sur les différents axes routiers ; et ceci dans le cadre de ce mécanisme appelé « Projets à impact rapide » qui permet de financer la construction d'infrastructures ou la réalisation de mini-projets de développement au bénéfice des communautés dans les limites d'un budget ne dépassant pas 50 000 dollars américain soit environ 25 millions de FCFA par projet.

A Bria, ces constructions et autres réalisations se font dans différents secteurs tout aussi importants pour le relèvement de la localité meurtrie après plusieurs années de conflit : Il s'agit de l'éducation, de la justice, de la sécurité, de la jeunesse, et à l'intention des femmes (pour ne citer que ceux-là).

Dans le secteur de la sécurité, le commissariat de Bria a été réhabilité et clôturé en 2020, la même année, la gendarmerie de Bria a été construite et clôturée, le tribunal de grande instance de Bria a été construit et une résidence pour le président du tribunal ainsi que la Maison carcérale de la ville; permettant ainsi le rétablissement de la chaine pénale et le déploiement des Forces de défense et de sécurité (FSI) ainsi que des magistrats et autres agents de l'État œuvrant dans ce secteur. Les responsables de ces différents services sont également dotés de motocyclettes comme moyen de déplacement.

En 2017, le lycée de Bria, confronté à un problème d'infrastructure et d'effectif des élèves (1738) a soumis un projet qui s'est concrétisé en 2019 par la construction de d'un bâtiment de cinq salles de classes pour contenir près de 2000 élèves actuellement.

Faciliter le redéploiement et le renforcement de l'autorité de l'État

Ces différentes constructions redonnent à la ville un autre visage mais sont aussi les signes visibles du retour de la paix et de l'autorité de l'autorité de l'État ; elles offrent de meilleures conditions de travail aux agents de l'administration déployés dans la région.

Pour le président du tribunal de grande instance de Bria, le magistrat Yves Djala, elles sont « le fruit d'une bonne collaboration entre la MINUSCA et le secteur de la Justice » et témoignent de « la contribution de la MINUSCA à la restauration de l'autorité de l'État dans la localité ».

A ce jour, le commissariat de police de Bria, tout comme la gendarmerie ou encore le tribunal sont complétement opérationnels et remplissent leurs missions auprès des populations.

À titre d'exemple, Firmin Kizito Endjinede, commissaire de la ville de Bria dit à ce propos : « Compte tenu de l'effort qu'a déployé la MINUSCA, et après avoir

Ahmat Manga, ancien coordonnateur du groupe FPRC, désormais tenant d'une boutique de vente des produits alimentaires de premières nécessites.

réhabilité le bâtiment du commissariat, les FSI sont arrivés à Bria et envoyés dans le service, et par après, le bâtiment a été clôturé. Aujourd'hui, nous avons des éléments qui sont dans la ville en train de sécuriser la population ».

En plus du fait que l'enceinte du commissariat sert souvent de lieu de sensibilisation à l'endroit des personnes qui y viennent quotidiennement pour le suivi de leurs affaires, un forage y a été aussi construit pour fournir de l'eau potable au personnel, aux autres usagés et à la population environnante.

Interrogé sur ces différents projets mis en œuvre dans la ville, le chef du bureau de la MINUSCA à Bria, Bara Dieng insiste justement sur ce lien avec le redéploiement de l'autorité de l'État. « …ces efforts d'investissements se sont aussi traduits par le redéploiement de l'autorité de l'État. Vous avez presque tous les services étatiques à Bria, avec les bâtiments, les équipements qu'il faut », affirme-t-il.

Le 26 août 2022, les autorités ont ainsi réceptionné cinq bâtiments réhabilités par la MINUSCA : le bâtiment annexe de la Maison d'arrêt de Bria, abritant le quartier pour femmes et pour mineurs, le siège du Forum des Droits de l'Homme, la maison de protection transitoire des victimes, le centre d'archivage et des cellules de garde à vue de la gendarmerie.

Le préfet intérimaire de la Haute-kotto, Achille Motikozagode et le chef du bureau de la MINUSCA à Bria, Bara Dieng

PROPOSER AUX COMMUNAUTÉS UNE ALTERNATIVE À LA VIOLENCE

Pour offrir aux différentes communautés de Bria une alternative à la violence, et aux jeunes, de nouvelles perspectives, la MINUSCA à travers sa Section Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR), a initié un projet dit « Tena de Tena », dans le cadre du Programme de réduction de violence communautaire (CVR). Le programme se décline en plusieurs phases et vise deux objectifs principaux : former les bénéficiaires à différents métiers tout en renforçant la cohésion sociale.

Des femmes membres d'une association présentent des pains issus de leur boulangerie construite avec l'appui de la MINUSCA dans le cadre du Programme CVR

Les jeunes, les femmes et hommes de différentes communautés et différents groupes ethniques, dont certains sont issus des groupes armés qui ont déposés les armes se mettent ensemble pour apprendre des métiers et pratiquer des activités génératrices de revenus.

« Tena de Tena » (qui signifie main dans la main dans une des langue locales) regroupe 52 bénéficiaires dont 23 femmes qui appartiennent à divers groupes ethniques et armés jadis opposés pendant les conflits armés dans le quartier Amameu. Le site du projet se trouve justement dans le même quartier. Les activités qui y sont développés sont la pisciculture (09 étangs), l'élevage (chèvres, bœufs, canards, porcs), l'agriculture, la menuiserie et la maçonnerie.

Gilbert Zouadegba, 35 ans, chef de l'équipe de pisciculture présente ainsi leur activité : « Nous

avons creusé les bassins et grâce au projet CVR, nous avons les poissons pour l'élevage. Il y a des carpes et des silures. Ils sont là-dedans depuis deux mois et demi. Nous les nourrissons avec des restes de nourritures et des légumes ainsi que des insectes. Le projet CVR nous aide aussi avec des farines spéciales ».

Cet ancien membre du groupe arme Front populaire pour la renaissance du Centrafrique (FPRC) prône désormais le rejet de la violence. « Grace à la MINUSCA à travers la Section DDR et les projets CVR, nous avons été formés et encouragés à vivre dans la cohésion sociale. Il n'y a pas d'avantage dans la lutte armée. On ne fait que s'entretuer. Tu peux avoir les gains faciles avec les armes mais c'est encore mieux de travailler pour gagner sa vie », soutient-il.

Pour l'agriculture une parcelle de démonstration dénommée « champ école » de 2,4 hectares a été mis en place, juste pour l'apprentissage des techniques culturales. Le but ultime de la mise en place de cette parcelle est de promouvoir la multiplication des semences pour les campagnes agricoles futures.

Jeanne Marie Digida, 50 ans et veuve s'intéresse à l'agriculture. « Ici, nous cultivons l'arachide, le maïs dans des champs communautaires. Après la récolte, nous vendrons les produits pour partager les gains », affirme-t-elle.

Sur le site, il y a également des groupes qui s'activent pour la construction d'un magasin de stockage d'une capacite maximale de 50 tonnes de produits agricoles.

De même, le site sert à la multiplication d'arbres dans le cadre du projet « 365 arbres pour la paix ». Une initiative pédagogique qui s'insère dans le cadre de la politique de la Mission d'appuyer les autorités locales dans la protection de l'environnement. Ainsi, depuis 2020, le projet CVR s'est fixé comme objectif de planter au moins 5000 arbres. À ce jour 1,500 sont déjà plantés dans le camp de la MINUSCA, dans la ville, particulièrement dans les espaces publics, tels les bureaux et les écoles.

Le maire de la Commune de Bria, Maurice Balekouzou, assistant au lancement du planting d'arbres à Bria dans le cadre des activités de CVR

« L'ensemble des activités que nous développons ici couvrent la sensibilisation et sont en même temps axés sur la mobilisation communautaire et nous développons des activités d'apprentissage des métiers, le cash for work, et aussi des activités génératrices de revenus. », explique Jean de Dieu NTAGA TITA, coordonnateur régional du DDR.

« Notre approche est essentiellement une approche d'intégration, c'est à dire que nous mettons ensemble les bénéficiaires qui viennent des différents groupes ethniques ou qui viennent des différents groupes armés afin qu'ils travaillent ensemble pour également semer les graines de cohésion sociale entre eux, mais aussi développer la synergie, la coopération avec les différentes activités qu'ils développent pour le vivre ensemble », poursuit-il.

Le budget total du projet, y compris les investissements est de 10.450.000 frs CFA

Depuis 2017, le programme CVR à Bria a pris en charge un peu plus de 4000 bénéficiaires dont près de 2000 femmes. 153 armes de guerre et 2,254 armes traditionnelles ont été collectées. Pour l'année 2022. 500 bénéficiaires dont 251 femmes développent 42 micro-projets communautaires.42 micro-projets communautaires.

Issein Sylvain Delmata dans son atelier de couture au « Business center Nouvelle lune ».

LES ACTIVITÉS GÉNÉRATRICES DE REVENUS POUR SOUTENIR L'ÉCONOMIE À BRIA

« Business Center nouvelle lune », tel est le nom d'un centre commercial unique en son genre qui a vu le jour à Bria en 2021. Cette initiative inédite permet à des anciens membres de groupes armés de mener sur un même site, divers activités génératrices de revenus. C'est l'un des principaux projets du Programme CVR (réduction de violences communautaires) développé dans la ville par la MINUSCA, les autorités administratives locales et les anciens membres de groupes armés.

«Business center nouvelle lune » est situé à cinq kilomètres du centre administratif de Bria. 30 acteurs dont 15 femmes y mènent dans un seul bâtiment, différentes activités génératrices de revenus.

On trouve surplace, un atelier de couture mixte, un salon de coiffure, un restaurant, deux magasins et deux pharmacies.

Les bénéficiaires sont issus des groupes armés (ex-seleka et anti-balaka) et proviennent de groupes ethniques différents (Goula, Sara, Banda, Peuhls, les Kara et Haoussa) qui se sont affrontés pendant les conflits armés. Après avoir déposé les armes, ces hommes et ces femmes ont été formés à divers métiers avant de se lancer dans ces activités. Des jeunes autrefois associés aux groupes armés et qui ont intégré le Programme CVR en font également partie.

Parmi eux, Ahmat Manga, ancien coordonnateur du groupe FPRC, désormais tenant d'une boutique. Après avoir rendu les armes, il a suivi une formation en marketing organisée par la Section DDR de la MINUSCA et a bénéficié d'un kit pour finalement ouvrir son commerce. Sa grande satisfaction est de pouvoir vivre de sa nouvelle activité dans la vie civile. « Je suis satisfait de ce projet qui nous donne la possibilité de nous prendre en charge et de nous occuper de nos familles sans avoir recours aux armes mais en travaillant de nos mains », déclare-t-il.

Oumi Moussa, âgée de 26, gère un salon de coiffure au niveau de ce centre, initialement avec quatre apprenantes, mais trois sont parties

Oumi Moussa, âgée de 26, en activité dans son salon de coiffure au « Business Center Nouvelle lune ».

« parce qu'elles ne sont pas patientes », dit-elle. Selon elle, les bénéfices peuvent atteindre 8000 FCFA par jour, ce qui lui permet de cotiser dans une caisse de micro-crédit. Elle demande aux groupes armes de taire définitivement les armes pour permettre au pays de se développer dans la paix.

Il y a aussi Issein Sylvain Delmata, 26 ans et père d'une fille, ancien soldat dans le groupe armé FPRC. Il dirige maintenant un groupe de huit couturiers dont trois femmes. Ils disposent de trois machines à coudre fournies par le projet. Selon lui, l'activité est rentable et permet de dégager des bénéfices dont ils épargnent une partie. « Nous formons deux équipes de quatre personnes. Par semaines, nous épargnons 4000 FCFA dans une caisse commune et nous partageons le reste des bénéfices tirés de nos ventes », dit-il.

Issein Sylvain tout comme la plupart des bénéficiaires compte poursuivre son activité au-delà du projet. « Nous continuerons à former d'autres jeunes pour qu'ils intègrent le groupe et continuer cette activité après la fin du projet », déclare-t-il.

Ce projet se fait avec l'implication directe du gouvernement. Come Abdelrassoum Jean, directeur régional du ministère du commerce avec juridiction sur la Haute-Kotto, la Vakaga et le Bamingi Bangoran explique l'implication du gouvernement : « Le ministère du commerce et de l'industrie est en train d'accompagner le Programme CVR par des formations aux activités génératrices de revenus pour que les jeunes puissent s'auto-prendre en charge… Ces jeunes qui avaient pris les armes sont démobilisés et participent désormais à l'économique ».

D'autres initiatives similaires sont également développées ailleurs dans et autour de la ville, en faveur des communautés et plus particulièrement des femmes.

ENTRETIEN

La MINUSCA est toujours proche des populations

dit le préfet intérimaire de Haute-Kotto

Achille Motikozagode, sous-préfet de Ouada et préfet intérimaire de la Haute-Kotto repond dans cette interview sur la situation sécuritaire dans la Haute-Kotto et l'impact des actions de la MINUSCA sur les populations.

Achille Motikozagode, sous-préfet de Ouada et préfet intérimaire de la Haute-Kotto

Le préfet intérimaire de la Haute-Kotto, le chef du bureau de la MINUSACA et ses collaborateurs.

Comment appréciez-vous les nombreux projets qui sont mis en œuvre ici à Bria en faveur des populations ?

AM : La Section DDR de la MINUSCA, à travers ses projets CVR a mis en place beaucoup d'activités qui impliquent beaucoup des jeunes, formés dans différents domaines. C'est une très bonne chose. J'apprécie beaucoup ces projets qui intègrent beaucoup des jeunes, des ex-combattants, des jeunes désœuvrés, et pour moi, ça donne beaucoup d'intérêt à la population.

Qu'est-ce que cela apporte concrètement à la population de Haute-Kotto en général et à celle de Bria en particulier ?

AM : Ces projets apportent beaucoup de choses. Ça contribue à réduire le chômage. Ensuite dans le cadre de la formation, beaucoup de jeunes ont été formés dans différents domaines. Quand vous sillonnez la ville, Vous allez voir beaucoup d'ateliers de production qui sont les résultats des projets CVR : couture, menuiserie, maçonnerie, et donc ça apporte beaucoup de choses aux jeunes, surtout aux jeunes de la ville de Bria.

D'une manière générale, comment appréciez-vous les actions de la MINUSCA dans la Haute-Kotto en général et à Bria particulièrement ?

AM : Depuis que la MINUSCA est venue ici, il y a de cela 7 ans, nous avons vu que la MINUSCA a beaucoup fait. C'est ici l'occasion de présenter toute la gratitude de la population et des autorités à la MINUSCA. Je note d'abord la réhabilitation des infrastructures étatiques qui aident à la restauration de l'autorité de l'État, il y a aussi les formations des jeunes à différentes activités, leur permettant aussi d'exercer des activités génératrices de revenus. La MINUSCA est toujours aux côtés de la population. Quand il y a quelque chose qui se passe, la MINUSCA est présente dans le cadre de la protection des civils et beaucoup de choses, je ne peux pas tout citer mais en tout cas, la MINUSCA a beaucoup fait pour la population de Bria.

Je pense qu'avec le déploiement des Forces dans la ville de Bria, les FACA, les policiers et les gendarmes travaillent main dans la main avec les Forces de la Minusca. Ce qui fait que la paix est là dans la ville. Donc, leur présence a fait que tous les bandits se sont retirés de la ville. Et c'est pourquoi je vous dis qu'aujourd'hui, c'est seulement la sous-préfecture de Ouada et celle de Ouandja-Kotto qui est encore entre les mains des groupes armés. Si non, la présence des forces a amélioré beaucoup la vie et les conditions sécuritaires dans la préfecture.

Ce qui a permis aujourd'hui à beaucoup des gens qui ont fui les villages à la sous-préfecture de commencer à regagner leurs villages, à reconstruire les villages au-delà de 40 ou 50 kilomètres. Donc, c'est pour dire que la vie reprend son cours normal dans la sous-préfecture de Bria.

Selon vous, que faut-il faire pour renforcer les acquis ?

AM : Ça, c'est le plaidoyer que nous sommes en train de faire parce qu'avec la MINUSCA qui appuie nos Forces, nous sommes en train de demander que la MINUSCA soit déployée également à Ouada et Sam-ouadja pour que ces groupes armés qui sont là-bas se retirent de la ville. Quand ils se seront retirés, les Forces armées centrafricaines, les gendarmes et les policiers seront présents dans ces villes. Notre travail aujourd'hui, c'est de demander également à la MINUSCA d'appuyer les autorités pour pérenniser cette paix que nous avons retrouvé.

ROSALIE BRITCHI

L'AUTONOMISATION DES FEMMES À TRAVERS LES AGR

Coordinatrice du Comité local de paix et réconciliation (CLPR) de Bria et secrétaire général de l'organisation des femmes centrafricaines (OFCA), Rosalie Britchi, explique dans cet autre interview les efforts des femmes de Bria, appuyées par la MINUSCA pour leur autonomisation, à travers notamment, des activités génératrices de revenus (AGR).

Quel est le rôle des femmes dans le retour de la paix ici dans votre localité et en général dans toute la préfecture ?

Rosalie Britchi (RB) : Le rôle des femmes dans le retour de la paix, c'est de participer dans la consolidation de la paix en faisant des sensibilisations. Les femmes doivent s'impliquer pour la consolidation de la paix. À la maison, les femmes jouent le rôle de conseillères auprès des hommes. D'après un adage, derrière un grand homme, il y a toujours une femme. Donc les femmes jouent un rôle très important qui est celui de conseiller, d'éduquer. C'est ce même rôle que les femmes jouent aussi pour le retour de la paix.

Qu'en est-il de l'autonomisation de la femme avec les activités génératrices de revenus (AGR) ?

RB : Au niveau de Bria, on jette des fleurs à la MINUSCA par rapport aux formations qu'elle initie en faveur des femmes. La MINUSCA nous a formé dans beaucoup de domaines, surtout dans celui de l'autonomisation des femmes. …Ces multiples formations que la MINUSCA en faveur des femmes nous motivent et poussent les femmes à œuvrer pour leur émancipation, et leur autonomisation à travers les différentes activités génératrices de revenu.

Rosalie Britchi, coordinatrice du Comité local de paix et réconciliation (CLPR) de Bria et secrétaire général de l'organisation des femmes centrafricaines (OFCA) à Bria.

Quels types d'activités d'ailleurs menez- vous et avec quels partenaires ?

RB : On mène beaucoup d'AGR. Il y a par exemple au sein de l'OFCA, la boulangerie et c'est la MINUSCA qui nous a appuyé pour cette activité. La section DDR qui nous a formé et appuyé avec les kits et c'est grâce à ces kits que nous sommes en train de fabriquer le pain. On fait aussi, la fabrication du savon local et c'est toujours la MINUSCA qui nous a formé dans ce domaine. Nous faisons également la couture et d'autres activités comme cultiver les champs, élever le petit bétail et nous vendons nos produits.

Et après tous ces appuis, quel est le bénéfice réel, concret que les femmes tirent désormais par l'exercice de ces activités ?

RB : Les femmes au sein de l'OFCA se sont organisées pour mettre en place des coopératives de micro-crédits. Elles ont contribué 20000 FCFA par groupement pour mettre en place cette coopérative qui les aide à travers les microcrédits à faire du petit commerce. Les femmes peuvent ainsi payer aussi la scolarisation de leurs enfants et même prendre en charge certaines dépenses familiales.

Nous avons aussi impliqué les femmes des axes dans l'OFCA et on leur a donné des semences pour semer pour qu'on puisse atteindre l'autosuffisance alimentaire parce que, après la crise, il y a l'augmentation des prix sur le marché. Donc, les formations avec nos partenaires de la MINUSCA, nous ont aidé à faire toute ces choses. Nous voulons avec l'autosuffisance alimentaire, faire baisser les prix sur le marché par exemple vendre du manioc à 1000 francs au lieu 5000 FCFA actuellement.

Quel rôle joue aussi le CLPR ici en général dans la Haute-kotto pour le retour de la paix, de la cohésion sociale ?

RB : La CLPR fait d'abord la prévention. En présence d'un conflit, on sensibilise toutes les communautés, toutes les ethnies qui se trouvent dans la ville. On veut aussi la médiation. S'il y a quelque chose qui ne va pas entre les deux communautés, on les écoute et on les amène à négocier pour parvenir à la réconciliation. On fait aussi des sensibilisations sur la restauration de l'autorité de l'Etat parce que sans l'autorité de l'Etat, Il n'y a pas la sécurité et il n'y a pas la paix.

Les services administratifs reviennent, dans la ville : les forces de défense et de sécurité, le service judiciaire… Comment est-ce que la population apprécie cela ?

RB : En ce qui concerne la restauration de l'autorité de l'Etat, on jette des fleurs à la MINUSCA. C'est grâce à l'appui de la MINUSCA que certains bâtiments ont été réhabilités, ce qui fait qu'il y a la restauration de l'autorité de l'Etat et la population est très contente de cela. Il ya une parfaite collaboration entre la population et la justice. Quand je passe devant le tribunal, je vois toujours les gens qui sont là pour réclamer leurs droits. Il y a aussi une collaboration entre les Forces de défense de sécurité et la population.

Quelles sont les difficultés que les femmes rencontrent dans le processus d'autonomisation et d'émancipation ici à Bria ?

RB : Le réel problème, c'est l'analphabétisme. Il y a un taux élevé d'analphabètes ici chez nous. Ce qui empêche les femmes de s'émanciper, d'être autonomes.

HASSAN ADAM SALET

“LA VIOLENCE A CONSIDÉRABLEMENT BAISSÉ DANS LA VILLE ”

La contribution de la jeunesse au retour de la paix et de la cohésion sociale, le rejet de la violence et l’amorce d’un processus d’autonomisation à travers les formations et les activités génératrices de revenus, tels sont les principaux points mis en relief par le président du conseil préfectoral de la jeunesse de la Haute-Kotto dans cette dernière interview.

Comment se présente la jeunesse de la Haute-Kotto et précisément celle de Bria ?

Hassan Adam Salet (HAS) : La jeunesse de la Haute-Kotto et précisément celle de Bria participe à la cohésion sociale comme vous l’avez constaté ici vous-même alors que pendant la crise, la jeunesse était divisée et il n’y avait pas la libre circulation des personnes. Vous avez la jeunesse de Gouboulo à part, la jeunesse de centre-ville, la jeunesse de Bornou, et la jeunesse des PK trois et maintenant la jeunesse est ensemble.

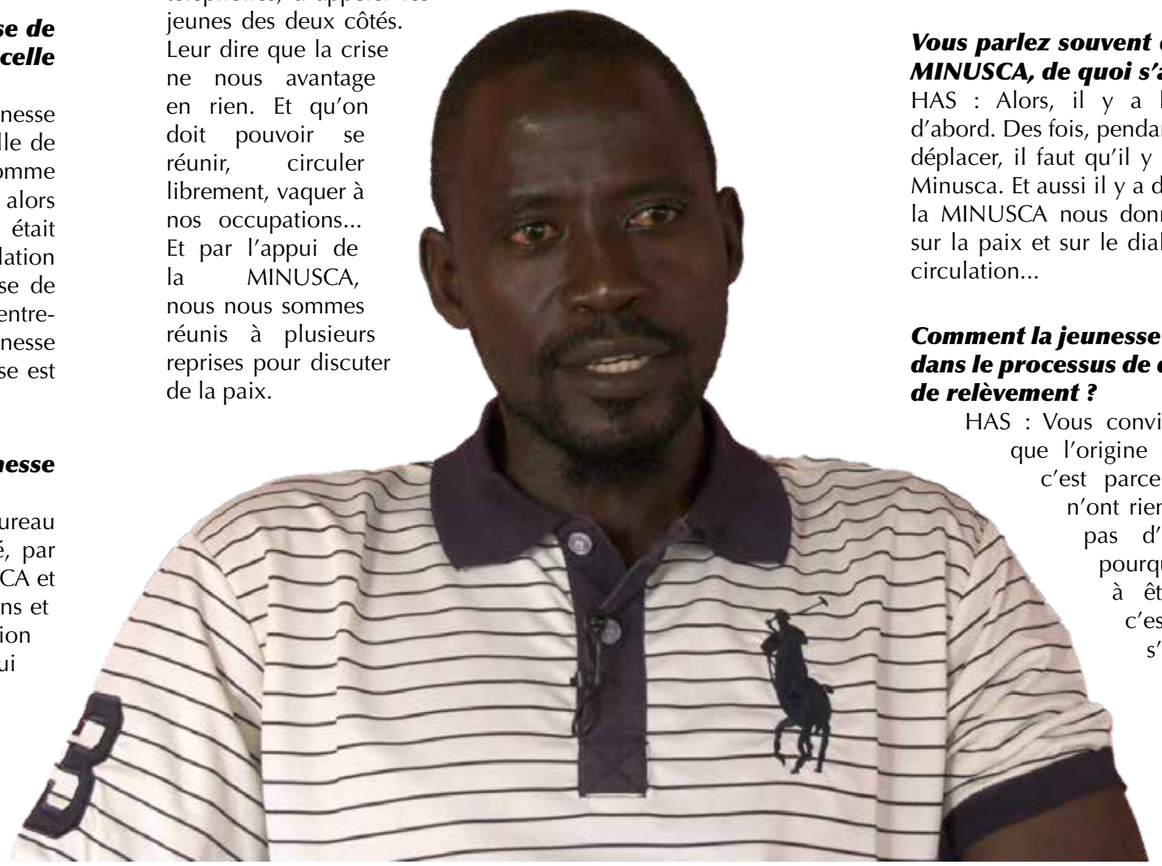
Qu’est ce qui a fait que la jeunesse est maintenant ensemble ?

HAS : C’est à travers les efforts que le bureau du conseiller préfectorale a déployé, par l’appui de nos partenaires, la MINUSCA et les ONG en faisant des sensibilisations et à travers les activités du CVR (Reduction de violence communautaire) qui réunissent les jeunes.

Vous parlez de CVR est ce que réellement, le niveau de violence a baissé dans la ville ?

HAS : Oui, la violence a baissé considérablement dans la ville. En 2018, la situation n’était pas la même que celle d’aujourd’hui. En 2018, il n’y avait pratiquement pas de libre circulation. Un musulman ne pouvait pas aller de l’autre côté c’est à dire sur le site de PK 3. Tout comme un chrétien ne peut pas venir au centre sans escorte de la MINUSCA.

Le conseil préfectoral de la jeunesse a commencé à travers les téléphones, à appeler les jeunes des deux côtés. Leur dire que la crise ne nous avantage en rien. Et qu’on doit pouvoir se réunir, circuler librement, vaquer à nos occupations... Et par l’appui de la MINUSCA, nous nous sommes réunis à plusieurs reprises pour discuter de la paix.



Hassan Adam Salet, président du conseil préfectoral de la jeunesse de la Haute-Kotto

Des jeunes en formation dans le cadre du Programme CVR fabriquent des briques sur le site Amameu à Bria.

Vous parlez souvent de l’appui de la MINUSCA, de quoi s’agit-il ?

HAS : Alors, il y a l’appui logistique d’abord. Des fois, pendant la crise, pour se déplacer, il faut qu’il y ait l’escorte de la Minusca. Et aussi il y a des formations que la MINUSCA nous donnait : des ateliers sur la paix et sur le dialogue, sur la libre circulation...

Comment la jeunesse de Bria se situe dans le processus de développement, de relèvement ?

HAS : Vous conviendrez avec moi que l’origine de cette crise-là, c’est parce que les jeunes n’ont rien à faire, ils n’ont pas d’emploi et c’est pourquoi ils sont faciles à être manipulés et c’est pourquoi ils s’ingèrent dans la violence. Mais là, présentement, il y a eu la phase de sensibilisation travers le CVR. Mais nous attendons de nos partenaires maintenant des actions concrètes, pour qu’on soit autonome. Et ça nous permettra de ne pas replonger dans la violence.

La Haute Kotto, ne se limite pas qu’a Bria. Mais presque toutes nos actions, c’est au centre-ville de Bria. Nous avons quatre sous-préfectures : Sam-ouandja, Ouadah et Yalinga dans lesquels on n’a pas encore mis pieds. Alors il faut aller dans les trois autres sous-préfectures pour sensibiliser les jeunes pour qu’ils soient au même diapason que ceux de Bria.

De nombreux projets sont développés ici en faveur des jeunes à travers des formations aux petits métiers, des activités génératrices de revenus. Est-ce que les jeunes commencent déjà à penser à l’après ?

HAS : Oui, Les jeunes commencent à penser à l’après. Il y a certaines jeunes dans ces projets de CVR qui commencent à former encore d’autres jeunes, le CVR leur a donner des formations leur a donner des métiers, et à eux à leur tour commencent à former leur pairs jeunes. Ils commencent à réfléchir à aller de l’avant.

TOUT SAVOIR SUR LA MINUSCA

minusca.unmissions.org

MINUSCA

Scannez et découvrez